

**N° AP 23/162**

## **A R R E T E**

**DELEGATIONS DE SIGNATURE AUX RESPONSABLES DE LA  
DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES '  
TERRITOIRES ET PROXIMITE ' - ANNULE ET REMPLACE L'ARRETE  
N°AP 23/120 DU 16 JUIN 2023**

### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-9,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

**VU** l'organigramme des services de la Métropole,

**VU** le document intitulé « groupe de délégations » annexé,

**VU** le tableau des délégations annexé,

**VU** l'arrêté président n°23/120 du 16 Juin 2023 portant sur le même objet,

**CONSIDERANT** qu'il convient d'assurer matériellement et dans des conditions de rapidité optimale la bonne marche des services,

**CONSIDERANT** que les délégations de signature peuvent être étendues aux attributions confiées par le Conseil de la Métropole au Président de la Métropole, en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, sauf si le Conseil en a décidé autrement dans la délibération délégrant ces attributions au Président de la Métropole,

**CONSIDERANT** la nécessité d'adapter les délégations de signature aux besoins liés à l'activités de la Métropole ainsi que celle de tenir compte des modifications de l'organigramme de celle-ci,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1**

Délégation permanente est donnée aux agents mentionnés ci-après à l'effet de signer, dans les limites de leurs attributions respectives, au nom de Monsieur le Président de la Métropole, les actes, documents et décisions identifiés au sein du tableau des délégations annexé.

### **ARTICLE 2**

Délégation de signature est accordée à **M. Didier GOUBE**, Directeur Général des Services Techniques.

En son absence ou empêchement :

**Messieurs Vincent CHERY et Rudy NICOLAU**, Adjoints au Directeur Général des Services Techniques bénéficieront des mêmes délégations.

### **ARTICLE 3**

Délégation de signature est accordée aux Directeurs de la Direction Générale des Services Techniques :

#### **Direction de la Gestion Interne :**

- **Mme Caroline METANS**, Directeur de la Gestion interne,

En son absence ou empêchement :

- **M. Didier GOUBE**, Directeur Général des Services Techniques, bénéficiera des mêmes délégations.

#### **Direction de la Proximité :**

- **Mme Cécile VEILLANT**, Directeur de la Direction de la Proximité,

En son absence ou empêchement :

- **M. Didier GOUBE**, Directeur Général des Services Techniques, bénéficiera des mêmes délégations.

#### **Direction des Infrastructures :**

- M. Francis BREHERET**, Directeur de la Direction des Infrastructures,

En son absence ou empêchement :

-**M. Vincent CHERY**, Adjoint au Directeur Général des Services Techniques, bénéficiera des mêmes délégations.

En l'absence de **M. Francis BREHERET et de M. Vincent CHERY**, **M. Didier GOUBE**, Directeur Général des Services Techniques, bénéficiera des mêmes délégations.

#### **Direction de la Prévention des Risques :**

- M. Pierre GOYET**, Directeur de la Prévention des Risques,

En son absence ou empêchement :

-**M. Vincent CHERY**, Adjoint au Directeur Général des Services Techniques bénéficiera des mêmes délégations

En l'absence de **M. CHERY**, **M. Didier GOUBE**, Directeur Général des Services Techniques, bénéficiera des mêmes délégations.

Direction du TCSP :

**-M. Vincent CHERY**, Adjoint au Directeur Général des Services Techniques,

En son absence ou empêchement :

**-M. Didier GOUBE**, Directeur Général des Services Techniques, bénéficiera des mêmes délégations.

Direction de l'eau et de l'assainissement :

**-M. Slim MISSOUM**, Directeur de l'Eau et de l'Assainissement,

En son absence ou empêchement :

**-M. Olivier AMBROSI**, Directeur Adjoint de l'Eau et de l'Assainissement, bénéficiera des mêmes délégations.

En l'absence ou empêchement de Messieurs **Slim MISSOUM, Olivier AMBROSI, M. Rudy NICOLAU**, Adjoint au Directeur Général des Services Techniques, bénéficiera des mêmes délégations.

Régie des eaux

**-M. Jérôme GUILLOU**, Directeur des Régies des eaux de SIX-FOURS et LA GARDE bénéficiera des délégations mentionnées au tableau joint.

Direction des Constructions :

**-Mme Véronique HAVET**, Directeur de la Direction des Constructions,

En son absence ou empêchement :

**-M. Frédéric VEISSE**, Directeur Adjoint, bénéficiera des mêmes délégations.

En l'absence ou empêchement de **Madame HAVET** et de **M. VEISSE, M. Rudy NICOLAU**, Adjoint au Directeur Général des Services Techniques, bénéficiera des mêmes délégations.

Direction du Patrimoine bâti :

**-M. Gérard LAPOINTE**, Directeur du Patrimoine bâti,

En son absence ou empêchement :

**-M. Serge PELLEGRY**, Directeur Adjoint de la Direction du Patrimoine bâti, bénéficiera des mêmes délégations.

En l'absence ou empêchement de Messieurs **Gérard LAPOINTE** et **M. Serge PELLEGRY**, **M. Rudy NICOLAU**, Adjoint au Directeur Général des Services techniques, bénéficiera des mêmes délégations.

**ARTICLE 4**

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, lorsqu'un agent de la Métropole, titulaire d'une délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informe, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences. Lorsque le supérieur hiérarchique estime qu'il y a lieu de confier le traitement de l'affaire à une autre personne placée sous son autorité, la personne dessaisie du dossier ne peut prendre part à aucune réunion ni émettre aucun avis en rapport avec les questions en cause.

**ARTICLE 5**

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n°AP 23/120 du 16 Juin 2023 portant sur le même objet.

## **ARTICLE 6**

Madame Le Directeur Général des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.  
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Fait à Toulon, le 19 SEP. 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE



TABLEAU DES DELEGATIONS ACCORDEES										ADMINISTRATION GENERALE						METIER						
Direction Générale Adjointe	Direction	NOM	PRENOM	Fonctions	Déléгатaire direct	Suppléant(s)	Actes Administratifs						Commande publique		Gestion financière et comptable		Gestion du personnel		Gestion domaniale et immobilière	Voie / patrimoine technique	Regie des eaux	
							Groupe A1	Groupe A2	Groupe A3	Groupe A4	Groupe A5	Groupe A6	Groupe A7	Groupe A 8	Groupe A9	Groupe B12	Groupe B13					
DGST, Territoires et Proximité	DGST Territoire et Proximité	GOUBE	Didier	DGST	X		X		X		X		X									
		CHERY	Vincent	Ad oint au DGST			X	X														
	Gestion Interne	NICOLAU	Rudy	Ad oint au DGST		X	X															
		METANS	Caroline	Directeur	X			X														
	Proximité	GOUBE	Didier	DGST		X																
		VEILLANT	Cécile	Directeur	X			X														
	Infrastructures	GOUBE	Didier	DGST		X		X														
		BREHERET	Francis	Directeur	X			X														
	Prévention des Risques	CHERY	Vincent	Ad oint au DGST			X	X														
		GOUBE	Didier	DGST			X	X														
	TCSP	Prévention des Risques	GOYET	Pierre	Directeur	X		X														
			CHERY	Vincent	Ad oint au DGST			X	X													
		TCSP	GOUBE	Didier	DGST		X	X														
			CHERY	Vincent	Ad oint au DGST	X			X													
		Eau et Assainissement	GOUBE	Didier	DGST		X	X														
			MISSOUM	Slim	Directeur	X			X													
		Eau et Assainissement	AMBROSI	Olivier	Directeur Adjoint		X	X														
			NICOLAU	Rudy	Directeur Adjoint			X	X													
		Constructions	GUILLLOU	Jerome	Directeur regie eaux	X		X														
			HAVET	Véronique	Directeur	X			X													
		Constructions	VEISSE	Frédéric	Directeur Adjoint		X	X														
			NICOLAU	Rudy	Adjoint au DGST			X	X													

Patrimoine bâti	LAPOINTE	Gérard	Directeur	X					X			X	X
	PELLEGRY	Serge	Directeur Adjoint		X				X			X	X
	NICOLAU	Rudy	Adjoint au DGST		X				X			X	X



# GROUPES DE DELEGATIONS

## GROUPE A : ADMINISTRATION GENERALE

### ACTES ADMINISTRATIFS

#### Groupe A1 :

- Correspondance administrative courante
- Accusé de réception des demandes
- Certificats administratifs
- Ampliation et copie certifiée conforme des actes et pièces administratives
- Demandes de subvention
- Réponses au recours gracieux et aux recours administratifs préalables
- Dépôts de plainte

#### Groupe A2 :

- Correspondance administrative courante
- Accusé de réception des demandes

### COMMANDE PUBLIQUE

#### Groupe A3 :

- Actes, décisions, courriers et pièces relatifs à la procédure de passation des marchés, accords-cadres, marchés subséquents, jusqu'à 25.000 € HT y compris les décisions de ne pas donner suite à la procédure, les rejets d'offres irrégulières, inacceptables, inappropriées ou anormalement basses, les demandes de régularisation.
- Actes, décisions, courriers et pièces relatifs à la conclusion, la notification et l'exécution, des marchés, des accords-cadres et des marchés subséquents jusqu'à 221.000 € HT, y compris y compris lettres de reconduction et demande d'attestations de vigilance, les avenants, les modifications du marché initial, les décisions de résiliation, les décomptes, à l'exclusion des agréments de sous-traitance, et des exemplaires uniques,
- Actes, décisions, courriers et pièces relatifs à l'exécution des marchés publics, des accords-cadres et des marchés subséquents de plus de 221.000 € HT y compris lettres de reconduction et demande d'attestations de vigilance à l'exception des agréments de sous-traitance, des avenants, des modifications du marché initial et des décisions de résiliation
- Rapport d'analyse des offres quel que soit le montant du marché
- Ordres de service d'exécution jusqu'à 221.000 € HT, quel que soit le montant du marché
- Réception des marchés de travaux, de fournitures et de services quel que soit leur montant
- Bons de commande jusqu'à 221.000 € HT dans la limite du montant maximum du marché ou de l'accord-cadre
- Courriers de demandes d'attestations de vigilance des concessions de service et travaux et des délégations de service public

#### Groupe A4 :

- Actes, décisions, courriers et pièces relatifs à la passation, la conclusion, la notification et l'exécution des marchés, accords-cadres, marchés subséquents, jusqu'à 25.000 € HT, y compris les lettres de reconduction, les demandes d'attestations de vigilance et les courriers de négociations, les décisions de ne pas donner suite à la procédure, les rejets d'offres irrégulières, inacceptables, inappropriées ou anormalement basses, les demandes de régularisation, les agréments de sous-traitance, avenants, modifications, décisions de résiliation, décomptes
- Rapport d'analyse des offres pour les marchés jusqu'à 25.000 € HT
- Ordres de service d'exécution jusqu'à 90.000 € HT, quel que soit le montant du marché.
- Réception des marchés de travaux, de fournitures et de services jusqu'à 25.000 € HT
- Bons de commande jusqu'à 90.000 € HT dans la limite du montant maximum du marché ou de l'accord-cadre

### GESTION FINANCIERE ET COMPTABLE

#### Groupe A5 :

- Certificat pour paiement
- Attestation de service fait

#### Groupe A6 :

- Attestation de service fait

### GESTION DU PERSONNEL

#### Groupe A7 :

- Autorisation exceptionnelle d'absence
- Autorisation d'utilisation du véhicule personnel
- Ordres de mission permanents et ponctuels hors départements

#### Groupe A8 :

- Décision portant attribution de congés annuels ou exceptionnels
- Autorisation d'utilisation du véhicule personnel
- Autorisation exceptionnelle d'absence

- Ordres de mission temporaires et permanents dans le Département et Etat de frais correspondants
- Etat d'heures supplémentaires, des astreintes et indemnités horaires
- Attestations délivrées auprès des organismes sociaux, caisses de cotisation, instances diverses.

#### **GESTION IMMOBILIERE**

##### **Groupe A9 :**

En matière de gestion courante du patrimoine affecté à la direction :

- Les courriers s'inscrivant dans le cadre des relations avec les occupants du domaine public ou privé de la Métropole et les bailleurs ;
- Les actes se rattachant aux procédures de mise en concurrence menées par la direction pour l'occupation du domaine public qui lui est affecté.

## **GROUPE B : THEMATIQUES METIERS**

#### **COMMANDE PUBLIQUE – DGA FINANCES**

##### **Groupe B1 :**

- Actes, décisions, courriers et pièces relatifs aux agréments de sous-traitance et aux exemplaires uniques relatifs aux marchés, accords-cadres et marchés subséquents de plus de 25.000 € HT.
- Actes, décisions, courriers et pièces relatifs à la conclusion et à la notification des marchés, des accords-cadres et des marchés subséquents de plus de 221.000 € HT.
- Avenants, décisions modifiant le marché initial et décisions de résiliation relatifs aux marchés, accords-cadres et marchés subséquents de plus de 221.000 € HT.

##### **Groupe B2 :**

- Ordres de service d'exécution de plus de 221.000 € HT, quel que soit le montant du marché.
- Bons de commande de plus de 221.000 € HT dans la limite du montant maximum du marché ou de l'accord-cadre.

##### **Groupe B3 :**

- Actes, décisions, courriers et pièces relatifs à la procédure de passation des marchés, des accords-cadres et des marchés subséquents de plus de 25.000 € HT, y compris les demandes de complément aux candidats, les décisions de ne pas donner suite à la procédure, les rejets d'offres irrégulières, inacceptables, inappropriées ou anormalement basses, les demandes de régularisation, les demandes de pièces fiscales et sociales, les courriers de rejet de candidature ou d'offre avec, le cas échéant, indication des motifs, les courriers de négociation.

##### **Groupe B3bis :**

- Courriers et pièces relatifs à la procédure de passation des concessions de service et de travaux, des délégations de service public, quel que soit leur montant, et notamment les réponses aux questions en cours de procédure, les demandes de complément aux candidats, les demandes de pièces fiscales et sociales, les courriers de rejet de candidature ou d'offre avec, le cas échéant, indication des motifs, les courriers d'information de notification aux services de l'Etat (Préfet, DDTM).

#### **RESSOURCES HUMAINES – DGA RH**

##### **Groupe B4 :**

- 
- Congés de maladie et de maternité
- Arrêtés de temps partiel
- Ordre de mission permanent
- Actes relatifs à la gestion du personnel à l'exclusion des recrutements, des sanctions à partir du deuxième groupe, des avancements de grade et d'échelon
- Les courriers se rapportant aux mesures disciplinaires prises ou envisagées,
- Les lettres de rappel à l'ordre et de mise en demeure intervenant dans le cadre de la procédure disciplinaire ou d'insuffisance professionnelle,
- Les rapports disciplinaires et les convocations des instances intervenant dans le processus de prise de décision
- Les mesures de suspension provisoire des agents de la collectivité prises à titre conservatoire
- Les contrats d'emploi pour besoins occasionnels, accroissements temporaires d'activité et remplacement d'agents indisponibles

##### **Groupe B5 :**

- Certification d'affichage et du caractère exécutoire des tableaux d'avancement
- Pièces comptables relatives au mandatement des rémunérations du personnel
- Les actes de saisine de la commission de réforme ou du comité médical et convocations aux expertises
- Les dossiers d'inscription aux préparations des concours et examens
- Les dossiers de validation des services pour la retraite et état authentique des services

##### **Groupe B5 bis**

- Conventions de formation et d'accueil des stagiaires
- Les bulletins d'inscription aux stages organisés par le CNFPT ou autre organisme de formation
- Convocations aux formations intra et délivrance des attestations correspondantes
- Délivrance des états des services

## **JURIDIQUE CONTENTENTIEUX – DGA RJMN**

### **Groupe B6 :**

- Les requêtes, les mémoires en défense, les actes de procédure, et leurs ampliations, à présenter devant les différentes juridictions,
- Les actes interruptifs de déchéance ou de forclusion,
- Les dires à expert,
- Les dépôts de plaintes et les signalements judiciaires,
- Les réponses aux demandes préalables, aux recours administratifs qu'ils émanent des services de l'Etat, des particuliers ou de toute autre entité.
- L'acceptation des indemnités d'assurance.

### **Groupe B7 :**

- Les actes interruptifs de déchéance ou de forclusion,
- Les dires à expert,
- Les dépôts de plaintes et les signalements judiciaires,
- Les recours directs en matière d'assurances

## **GESTION DOMANIALE ET IMMOBILIERE**

### **Groupe B8 :**

- La saisine des services de l'Etat pour estimation
- Les PV de bornage et de reconnaissance de limites
- Les actes, courriers et pièces relatifs aux procédures de mise en concurrence en vue de l'occupation du domaine public ou privé de la métropole ou de la cession de biens immobiliers, à l'exclusion des décisions
- Les courriers adressés au service du cadastre immobilier

### **Groupe B9 :**

- La saisine des services de l'Etat pour estimation
- Les courriers s'inscrivant dans le cadre des relations avec les occupants du domaine public ou privé de la Métropole, y compris les mises en demeure
- Les courriers s'inscrivant dans le cadre des relations avec les bailleurs, y compris les mises en demeure
- Les correspondances liées aux transactions immobilières de la Métropole à destination des personnes concernées et des notaires.

### **Groupe B9 Bis :**

- tous documents relatifs à la représentation de la Métropole lors des Assemblées Générales de copropriétés
- les formulaires de vote par correspondance de la Métropole lors des Assemblées Générales de copropriétés.

## **GESTION FINANCIERE ET COMPTABLE – DGA FINANCES**

### **Groupe B10 :**

- Pièces comptables relatives à l'exécution du budget de la Métropole, des budgets annexes et des comptes hors budget
- Décisions de virement de crédits
- Pièces relatives aux emprunts et aux garanties d'emprunts de la Métropole
- Certifications d'affichage et du caractère exécutoire des actes en matière de garantie d'emprunt

### **Groupe B11 :**

- Les autorisations de poursuite délivrées par l'ordonnateur au comptable public
- Certification du service fait
- Signature des bordereaux de titres et de mandats

## **VOIRIE / PATRIMOINE TECHNIQUE**

### **Groupe B12 :**

- Les autorisations de voirie et les permissions de voirie
- les actes relatifs à l'alignement

### **Groupe B13**

- Les réponses aux DT et DICT dans le cadre des compétences métropolitaines

## **AMENAGEMENT**

### **Groupe B14 :**

- En matière de procédure d'élaboration et de modification des PLU, RLP et SPR : Correspondances, certificat d'affichage, saisine du Tribunal Administratif pour désignation du commissaire enquêteur, convocation des personnes publiques associées, saisine de la commission des sites, de la CDPENAF et de l'autorité environnementale.
- Avis sur les demandes d'occupation et d'utilisation des sols au nom de la métropole

## **PORT**

### **Groupe B15 :**

### **CONSERVATOIRE**

#### **Groupe B16 :**

- Actes d'exécution du règlement intérieur du Conservatoire, y compris les actes, courriers et décisions relatives aux sanctions ou rappels à l'ordre des élèves et à leur procédure.

#### **Groupe B16 Bis :**

-contrats de location et de prêts d'instruments de musique.

### **HABITAT ET SOLIDARITE**

#### **Groupe B17 : Fonds d'aide aux jeunes**

- Les réponses aux recours gracieux et recours administratifs préalables obligatoires (hors décision de remise) et actes de gestion administrative du dispositif tels qu'accusé de réception, demande de pièces, information des instructeurs, remise de chèques)  
- Les décisions relatives à l'octroi, au rejet, à l'annulation des secours d'urgence et aides mensuelles.

#### **Groupe B18 : Fonds de solidarité logement**

-Les réponses aux recours gracieux et recours administratifs préalables obligatoires (hors décision de remise) et actes de gestion administrative du dispositif tels qu'accusé de réception, demande de pièces, information des instructeurs ...  
- Les décisions d'octroi, de rejet, de renonciation des aides et courriers d'information  
- Les décisions relatives aux mesures d'accompagnement (notification d'accord de refus ou d'annulation, mandat d'intervention de l'association)  
- Les décisions relatives aux prêts accordés (offre préalable, accord de rejet, renonciation, annulation)

### **REGIES DES EAUX**

#### **Groupe B19 :**

- Les réponses aux réclamations courantes (factures, interventions, dégrèvements)  
- les contrats d'abonnement  
- les dépôts de plainte